

Coronavirus : hommage au personnel soignant infirmier



Cette crise est l'occasion de révéler, davantage encore, les dysfonctionnements de notre système de soins et les

malversations des responsables d'État dans leurs copinages avec les grands laboratoires.

□ Il y a d'abord Agnès Buzyn qui début février, de sa voix mi-rauque mi-suave, nous commente la crise sanitaire en Chine : c'est là-bas, il n'y a aucune crainte que cela arrive chez nous et d'ailleurs nous sommes fins prêts au cas où. La dame disparaît peu après, happée par la campagne parisienne pour laquelle elle se donne sans compter, avec une légèreté déconcertante, en saluant les Parisiens de la pointe du pied ou du coude. Jusqu'aux résultats du 1^{er} tour des municipales, l'exemple est donné, du style et de la légèreté avant tout...

□ Puis l'incurie du gouvernement ne tarde pas à éclater au grand jour : « ce n'est rien qu'une petite grippe », se gaussent les experts télévisuels aux ordres, « nous ne sommes pas inquiets, nous la surmonterons, nous avons tout le matériel nécessaire » ; « il est inutile de fermer les frontières », annonce Castaner, « inutile de fermer les écoles », renchérit le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer.

Seule la région Grand Est est touchée... mais le choc nous vient d'Italie : premier foyer épidémique avec déjà une centaine de morts, l'Italie fait preuve de fermeté, reporte dès le 4 mars les matches du Tournoi des Six Nations et ferme ses frontières.

□ La France se veut rassurante et se contente d'interdire les rassemblements de plus de 1 000 personnes. Ainsi, des matches sont joués à huis clos avec des supporters accueillis « dans des conditions de sécurité sanitaires maximales », peut-on lire dans un communiqué de la FFR, diffusé via Twitter. C'est ainsi que le match Juventus-OL qui s'est tenu à Décines, une ville de 27 000 habitants à 15 km à l'est de Lyon, le 26 février dernier, a laissé débarquer les supporters italiens de la Juventus alors que l'épidémie flambait en Italie. Au grand dam des élus locaux. Des milliers d'Italiens se sont baladés

toute l'après-midi dans les rues de Lyon avant de venir au stade, en métro, en tram, au milieu de la population. Trois mille fans turinois ont officiellement pris place dans le parcage visiteurs. Mais selon Laurence Fautra, la maire LR réélue au premier tour des municipales le 15 mars dernier. « Il y en avait beaucoup plus que 3 000, peut-être jusqu'à 10 000 supporters italiens à Décines ».

La pandémie peut désormais gagner la France.

□ Au sommet de l'État on tergiverse, on n'a toujours pas pris la mesure du combat qu'il va falloir livrer. Le 17 mars, l'exemple donné par l'Italie est enfin suivi par la France et le confinement généralisé est imposé à toute la population de l'Hexagone, avec fermeture des frontières, des bars, des restaurants, des magasins non alimentaires, des écoles.

Il faut à tout prix camoufler les errements de départ

On voit alors apparaître sur nos écrans et s'exprimant depuis Mulhouse, un Emmanuel Macron qui, se voulant martial, endosse le costume du Sauveur de la Nation en martelant par six fois « nous sommes en guerre » sans pour autant proposer un plan d'action et des moyens à la hauteur du défi. L'illusionniste aura encore joué son tour de passe-passe et trompé quelques naïfs.

□ Devant l'inquiétante réalité, porte-voix, médias et spécialistes se voilent la face et abondent dans le déni : il est inutile de faire des tests, inutile de porter un masque, il suffit de rester chez soi, ne venez pas aux urgences, même en cas de fièvre, ça va passer en quelques jours. Restez confinés chez vous.

Sibeth, la porte-parole du gouvernement est aux commandes de cette dérive mensongère et ne mâche pas ses mots : c'est le confinement pour tous, sous peine d'amende, que l'on soit ou non infectés – pour tous mais pas pour les banlieues et les zones de non-droit. Car attention, dit-elle, il n'est pas question de stigmatiser une catégorie de la population.

□ La guerre entre laboratoires s'invite inévitablement sur les plateaux télé où l'on assiste à une attaque indécente de certains mandarins contre le professeur Raoult. Sans préjuger de la validité du traitement à l'hydroxycloquine – Plaquénil (4,11 € la boîte), que ce dernier expérimente avec succès chez ses propres patients et qui montre ses vertus en Afrique où les gens sont préservés du virus du fait de leurs traitements antipaludiques, on frémit de savoir que 400 à 500 personnes meurent chaque jour en France sans compter l'hécatombe annoncée dans les Ehpad : on connaît les liens entre ces mandarins et les gros laboratoires pharmaceutiques, on comprend assez vite la tension qui monte autour des rendements de produits vendus 10 à 100 fois plus chers que le Plaquénil.

Des informations démontrent les liens entre le laboratoire de Wuhan et Yves Lévy, le mari d'Agnès Buzyn. Un autre laboratoire de Wuhan travaillant sur les virus est financé par Georges Soros, par ailleurs propriétaire de Gilead lié à Karine Lacombe, la conseillère de Macron.

□ En mars 2020, au plus fort de la polémique, le grand public découvre le visage de Karine Lacombe, infectiologue, cheffe de service à l'hôpital Saint-Antoine à Paris : elle défend bec et ongles les positions de Michel Cymes et s'érige en adversaire déterminée du professeur Raoult.

La raison ? Karine Lacombe est grassement payée en avantages par les laboratoires. Le site Transparence Santé donne le palmarès du Pr Karine Lacombe de 2014 à 2019 : 398 « avantages » déclarés de 10 € pour un snack (!) jusqu'à des voyages, des hébergements, des honoraires. Elle est alimentée par une dizaine de labos : Gilead, Abbvie, MSD, Janssen Cilag, Bristol-Myers-Sqibb, ViiV Healthcare, etc.

En 2019, c'est avec Gilead qu'elle a le plus « travaillé ».

Le Kaletra produit par Gilead coûte 433 € la boîte.

Tout est là.

□ Alors le pouvoir fait barrage, et interdit la prescription

de la chloroquine aux patients en début d'infection. Le gouvernement concède sa prescription en pleine crise – ce que dénonce le professeur Raoult, car à ce stade tardif, c'est inutile. Un scandale d'État se profile quand il apparaît clairement que sauver des vies n'est pas le souci premier des mandarins, il faut promouvoir les labos. Alors le discours se pare de considérations sur les normes à respecter, – comprenez ce professeur Raoult va trop vite, alors que la recherche médicale doit prendre du recul.

Devant le discours biaisé et l'impréparation criante de l'État qui n'a eu de cesse de supprimer des lits hospitaliers et de réduire les budgets alloués aux hôpitaux, la révolte gronde. On se prépare à faire tomber des têtes une fois la crise terminée.

Macron avait sous les yeux la « modélisation » de l'épidémie italienne pointée par le professeur Caumes qui a annoncé que la même courbe de contamination arriverait en France 15 jours plus tard ; en dépit de cela, Macron a laissé Sibeth N'Diaye se gausser publiquement des Italiens (lesquels ont été totalement abandonnés par l'UE).

Mais la junte macronienne garde le cap, vacille mais ne faiblit pas. Macron adore naviguer à vue par gros vent.

□ Pas de précipitation, le pouvoir parle par la voix du nouveau ministre de la Santé, Olivier Véran : un tri sélectif est instauré aux services des urgences et la préférence est donnée aux plus jeunes, les autres, plus vieux ou plus faibles meurent par centaines. Karine Lacombe, lors de la conférence du Premier ministre Philippe, samedi 28 mars, a déclaré que « les personnes âgées reçues à l'hôpital n'iront pas en réanimation parce que c'est inconfortable pour elles » (façon de dire qu'on les laisse crever). Il n'y a pas suffisamment de lits, de matériel de réanimation, ni de médicaments sédatifs, rien en France, il faut les importer ou les fabriquer en urgence.

Le serment d'Hippocrate passe à la trappe. Nous sommes un pays sous -développé, sans trame industrielle, contraint de fabriquer du gel désinfectant en pleine rue et de relancer à grande échelle la fabrication de gants et masques dans des structures moribondes.

□ Des opérations de sauvetage coûteuses et spectaculaires sont montées dans des TGV ou par hélicoptères avec l'aide de l'armée pour le transfert de patients dans des unités de soins moins engorgées.

□ Pendant ce temps, les vrais sauveteurs délaissent leurs familles et leurs emplois stables. Ils et elles se lèvent aux aurores et partent au combat, empruntant les transports en commun, et risquant leur vie tous les jours au contact des malades. À ce jour, six médecins hospitaliers et urgentistes sont morts du Coronavirus. Les hôpitaux sont en surcharge, on manque de respirateurs, de personnels, de blouses de protection, de gants, de masques, de médicaments : face à l'urgence, on fait appel aux médecins retraités, aux étudiants en médecine, aux infirmiers, en promettant à ces derniers que leurs efforts seront récompensés par une amélioration de leur statut et de leur salaire, eux qui sont payés au lance-pierre et se battent depuis des mois, voire des années, face à une administration sourde et sans âme.

Le pouvoir et les administrations dans leur ensemble ont toujours rechigné à voir qu'ailleurs il y avait d'excellents exemples qui pouvaient être suivis ou simplement adaptés à notre pays. Cette fois il faudra en tirer les leçons : La France n'a pas su se renouveler, renouveler son inspiration et ses méthodes.

Malgré sa puissance centralisatrice et les moyens administratifs et financiers dont il dispose, l'État français a échoué à protéger les Français. La petite Corée du Sud a fait mieux que nous.

Le pays est à l'arrêt mais infirmiers et infirmières sont en première ligne d'un combat qui perdure. Héroïquement, avec un dévouement sans limite, au détriment de leur famille, de leur vie privée, de leur santé, ils répondent présents pour sauver des vies.

Nancy VERDIER

Jean-Yves Léandri a été cadre des industries de santé, expert à l'AFSSaPS, enseignant à la faculté de Médecine de Lille 2 (ILIS). Il connaît bien nos professionnels de santé et vous présente trois de ces héroïnes parmi tant d'autres. Il vous dresse le portrait de ceux et celles qui malgré leur épuisement et leur manque de moyen, sauvent des vies quotidiennement.

TROIS HÉROÏNES PARMİ TANT D'AUTRES

VALÉRIE, chef d'entreprise



Silhouette élégante et sportive, un regard vif, un sourire qui rayonne de franchise et d'optimisme, la cinquantaine tout

juste effleurée (mais on la prendrait pour la sœur de sa fille), Valérie vit et travaille à Lyon.

Après avoir été infirmière de bloc – son premier métier – puis infirmière libérale, elle a été prestataire pour installer des dispositifs de prise en charge au domicile des patients.

Sa position en retrait lui a permis d'assister, atterrée, à la dégradation progressive des conditions de travail de ses collègues à l'hôpital public, coincées entre une hiérarchie bureaucratique et une demande toujours plus urgente de soins toujours plus lourds avec moins de matériel et de moyens humains.

Ses collègues lui faisaient part de leur lassitude, de leur envie de tout lâcher, maudissant la loi HPST et les T2A qui imposent à l'hôpital public une gestion de comptable en manches de lustrine.

Pourtant, ces infirmières, sous-payées malgré leurs trois ans et demi de formation et leurs tâches épuisantes, sont attachées à leur mission de santé publique, elles ont conscience d'être un filtre entre la froideur bureaucratique et le besoin d'humanité vital pour les patients.

Motivée par l'envie d'être son propre patron, Valérie décide de créer son entreprise et, très vite, révèle sa compétence et son talent. La chance ne souriant qu'aux audacieux, à force de travail, de créativité et de volontarisme, son projet se développe comme une traînée de poudre.

Altruiste, elle veut faire profiter d'autres femmes de ses recettes de reconversion professionnelle, publie deux livres, participe à des conférences à l'étranger, notamment à Silicon Valley, et enrichit son activité d'une branche de business coaching.

Survient la pandémie du COVID-19.

Infirmière un jour, infirmière toujours, Valérie décide de se porter au secours de ses collègues et reprend sa blouse blanche.

La voici affectée dans un Ehpad de la région lyonnaise où lui est confiée, seule, la responsabilité de deux étages à raison de douze heures par jour, avec les infinies précautions à

prendre pour chaque patient.

Des vacations de douze heures « non stop », c'est très long et très fatigant physiquement. Tout le monde ne peut pas assurer un tel rythme. Rappeler les anciennes infirmières et les médecins retraités, c'est pratique pour suppléer les carences de ceux qui prétendent gouverner la France, mais ce n'est pas une solution viable.

(*) Loi HPST : loi portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires, plus connue sous l'expression « Hôpital, patients, santé et territoire », abrégée en HPST et dite aussi loi Bachelot, est une loi française promulguée le 21 juillet 2009.

(**) T2A : mode de financement de l'hôpital décidé par une loi de 2007 pour une tarification à l'acte des soins médicaux en responsabilisant le personnel soignant et mettant en place un cadre unique de facturation et de paiement des activités hospitalières.

Alexandra, la cheftaine



Ancienne cheftaine des Scouts et Guides de France, le sens de la solidarité et l'esprit de décision animent cette jeune

Niçoise installée en Bourgogne, titulaire d'une double spécialité d'infirmière de bloc opératoire et d'infirmière de réanimation.

Après avoir commencé à ravager l'Italie, le Covid-19 s'attaque à la France et les autorités de santé battent le rappel de toutes les infirmières disponibles pour prêter main forte aux hôpitaux parisiens débordés, mal préparés du fait de l'impéritie du pouvoir politique.

Alexandra, la boule au ventre et les larmes aux yeux, quitte son fiancé, lui aussi engagé pour protéger les Français dans la gendarmerie. La voici dans un TGV à destination de Paris, à 400 kilomètres de son havre de paix niché dans le Mâconnais.

Elle sait ce qui l'attend pour les cinq semaines qui viennent et qui s'annoncent très dures, tant par la charge de travail que par la détresse des patients qu'il faudra secourir et que l'on ne pourra sans doute pas tous sauver.

« J'ai peur, dit-elle, peur d'être contaminée puisque nous manquons d'équipements, peur de ne pas pouvoir apaiser suffisamment la mort de ceux pour qui plus rien ne sera possible, peur de ne pas être disponible pour leur tenir la main lors de leur dernier souffle alors que leur famille ne pourra pas être à leur chevet, peur de manquer de temps pour précisément prendre le temps de soulager chacun d'eux. Mais j'ai également peur de l'après, peur que rien ne change et que tout recommence comme avant. »

Et, dans ce TGV qui la conduit sur la ligne de front, elle sait qui sont les responsables de ce drame que vit la nation et dans lequel elle sera plongée. Ceux qui ne respectent pas les règles de confinement et sortent à tous moments, ceux qui laissent leurs enfants jouer seuls dehors, celui qu'elle a croisé avec juste une bouteille de bière à la main, celui rencontré à la supérette qui tousse dans sa main et tripote les fruits, ceux qui se croient malins à organiser des apéros avec les copains... Mais elle ne peut s'empêcher de penser à celui qui a interdit aux policiers et gendarmes de se protéger avec un masque, à Macron qui se pare à Mulhouse avec un masque performant, exactement celui dont ont besoin les infirmières

mais dont elles sont dépourvues.

C'est ainsi. Trop de gens meurent chaque jour et les infirmiers de réanimation ne sont pas assez nombreux. Alexia part au combat parce qu'elle a le sens du devoir et qu'elle ne saurait s'y soustraire.

Le TGV entre en gare de Paris gare de Lyon. Une heure plus tard, notre vaillante cheftaine prend sa place au cœur de la bataille.

Elle doit se marier en juillet prochain, son devoir accompli, lorsque le cauchemar sera terminé. Que Dieu la protège !

Sandrine, la combattante



Sandrine vit à Pineuilh, village girondin aux portes du Périgord. Énergique, volontaire, elle est aide-soignante depuis une dizaine d'années dans une unité médicale spécialisée Alzheimer d'un hôpital de la région. Elle travaille de nuit et gère seule un service de 14 patients dont on connaît l'instabilité caractérielle et qui nécessitent une surveillance permanente.

Samedi dernier, alors que le professeur Karine Lacombe annonce que les personnes âgées n'auront pas droit à la réanimation, Sandrine est choquée par cette déclaration et se sent encore davantage préoccupée par la protection de ses patients. Mais comment peut-elle se préserver de la contamination et préserver ses patients alors qu'elle est démunie de matériel de protection efficace ?

Elle ne dispose ni de sur-blouses, ni de charlottes, ni de

sur-lunettes ; elle est seulement équipée d'une paire de surchaussures, de gants et, depuis quelques jours, d'un masque chirurgical par jour – malgré une efficacité limitée à 3 heures – puisqu'il y a pénurie de masque FFP2 (celui dont aime se parer Macron lors de prestations « sur le terrain »)

Face à une telle incurie des autorités de santé, Sandrine est révoltée.

Elle est indignée par l'indécence de ces flagorneries qualifiant les infirmières et infirmiers de héros. Elle ne supporte plus les numéros de théâtralité du Président, ses remerciements dithyrambiques et ses mots de soutien purement superficiels, alors qu'il y a quelques semaines de ça, il envoyait les forces de l'ordre matraquer et asperger de lacrymogènes les professionnels de santé qui manifestaient pour dénoncer les coupes budgétaires et les carences qui mettent en péril notre système de santé.

Sandrine a vu son hôpital perdre un à un tous ses services spécialisés : la maternité, la chirurgie générale, la réanimation, tous les services en lien avec le post-opératoire ont été fermés pour laisser place à un une USLD (unité de soins longue durée) où lui sont confiés les patients les plus fragiles. Subsistent encore un service de médecine et de radiologie.

Elle a assisté au démantèlement progressif de l'hôpital public pour aboutir à la vente du Val-de-Grâce aux promoteurs immobiliers, au mode de gestion d'entreprise appliqué aux CHU et hôpitaux de province, par la mise en vigueur de la T2A et de la loi HPST, par la suppression de 70 000 lits en quinze ans, la réduction des effectifs de personnel soignant dont les salaires sont gelés depuis 2010.

Après le plan hôpital de X. Bertrand en 2007, la loi HPST de R. Bachelot en 2009, la gestion calamiteuse de M.-S. Touraine et sa loi Santé de 2017, la coupure est scellée entre la vie citoyenne et la santé publique, privant les citoyens (par ailleurs cotisants) et les professionnels de santé de toute transparence, et même de tout droit de critique sur leur système de santé. Ce sont désormais des comptables et des

technocrates qui ont le « soin » de prendre des décisions étrangères aux besoins réels des Français.

C'est pourquoi Sandrine a décidé de s'engager en politique. Elle est aujourd'hui élue conseillère municipale et conseillère régionale, deux mandats qu'elle accomplit en plus de son travail de nuit en USLD.

Tout comme ses collègues qui, chaque jour, sans répit, affrontent la pandémie, malgré l'impéritie du pouvoir politique, Sandrine appartient à cette nouvelle aristocratie de combattants que constituent nos aides-soignantes, infirmières et infirmiers.

Les applaudir chaque soir à 20 heures, c'est très bien. Améliorer leurs conditions de travail et les rémunérer en fonction de leur charge de travail et de leurs mérites, sans conteste, cela serait plus équitable.

Jean-Yves LEANDRI